



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°20- du 27 mai au 9 juin 2022

En bref

- 70 [entreprises](#) britanniques mettent en place, pour 6 mois, la semaine de 4 jours sans perte de revenu, afin d'évaluer ses effets sur la productivité et la santé des salariés.

- Dans le contexte de la ré-évaluation de la valeur locative des propriétés à usage professionnel, le Gouvernement mène une [consultation](#) pour étudier les modalités afin de lisser dans le temps les impacts sur les montants de Business rate (cotisation foncière des entreprises).

- Le groupe de représentation des intérêts des Hedge Fund, *Managed Funds Association*, a formulé une plainte officielle auprès du *London Metal Exchange*, alléguant que l'opérateur de marché n'a pas respecté ses obligations réglementaires lorsqu'il a annulé des milliers de transactions sur le nickel en

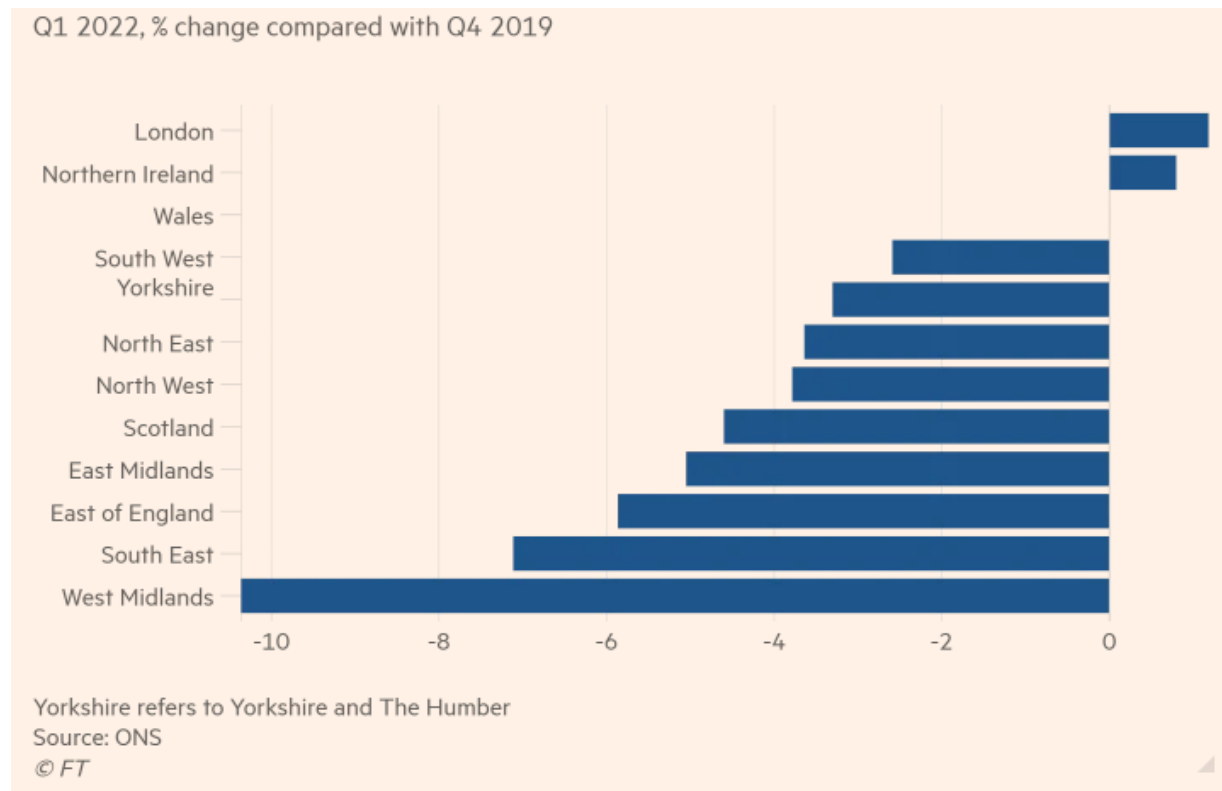
LE CHIFFRE À RETENIR

3,6%

L'[OCDE](#) estime que la croissance britannique de 2022 sera de 3,64%, contre 4,75% selon la prévision de décembre 2021, et sera nulle en 2023.

mars, dans un contexte de très grandes fluctuations de marché.

Graphique de la semaine :



Source : FT (données ONS)

Clé de lecture : Au premier trimestre 2022, seules les niveaux d'activité à Londres et en Irlande du Nord étaient revenus à leur niveau pré-pandémie, reflétant les écarts de dynamisme économique entre les régions du Royaume-Uni.

Actualité macro-économique

En avril 2022, les décisions d'octroi de prêts immobiliers chutent à leur plus bas niveau depuis juin 2020, en raison de la hausse des taux d'intérêt et des pressions sur le coût de la vie – Avec 66 000 approbations de demandes de prêts en avril contre 69 500 en mars, ces données de la [BoE](#) traduisent un début de ralentissement de la demande qui devrait se poursuivre sur le reste de l'année.

L'administration des finances publiques britannique a [reconnu](#) ne pas connaître l'ampleur de l'évasion fiscale réalisée par les résidents britanniques – Grâce à la collecte de données internationales (*common reporting standard*), en 2019, il est estimé que les résidents britanniques détenaient

850 Md£ sur des comptes bancaires à l'étranger, dont 570 Md£ situés dans des paradis fiscaux. HMRC a déclaré ne pas avoir recoupé ces informations avec les déclarations de revenus des contribuables britanniques.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni annonce la signature du premier [mémorandum](#) (MoU) avec l'Indiana – Ce document a pour vocation d'établir un cadre de coopération recouvrant plusieurs aspects portant sur le développement économique, la reconnaissance des qualifications

professionnelles, l'innovation et la réglementation. Plusieurs secteurs sont concernés, en particulier l'industrie, l'aviation, les sciences de la vie, l'agriculture et les technologies vertes. Alors que la signature d'un accord de libre-échange sous l'actuelle administration Biden semble ne plus être une perspective crédible, le gouvernement britannique tente de contourner le refus américain en engageant des négociations avec une vingtaine d'États fédérés sur des mesures de facilitation aux échanges et aux investissements. Pour mémoire, les MoU sont des instruments juridiques non-contraignants dont la portée demeure limitée par le champ des compétences des États fédérés excluant, par exemple, les tarifs douaniers.

Le ministère britannique au commerce présente un [guide](#) destiné aux entreprises en vue de renforcer les chaînes d'approvisionnement – En collaboration avec le *Centre for the Protection of National Infrastructure* (CPNI) et le *Chartered Institute for Procurement and Supply* (CIPS), le ministère a publié des principes directeurs permettant de réduire les potentiels risques qui pourraient affecter les chaînes d'approvisionnement préconisant, notamment la diversification, le stockage, la relocalisation ou encore la création de partenariats. Le guide cherche également à aider les entreprises à identifier les potentielles vulnérabilités de leurs chaînes de valeur.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le directeur exécutif des marchés à la BoE s'exprime sur les implications des CBCD sur les bilans – Le discours de M. Hauser dans le cadre d'un workshop à New-York sur le sujet des monnaies digitales de banque centrale (CBDC) lui a également permis de rappeler que l'effondrement récent de certaines stablecoins renforçait la nécessité de les réguler notamment lorsqu'elles deviennent systémiques.

La *Financial Conduct Authority* (FCA) publie une [consultation](#) sur la modification du régime de cotation britannique – L'autorité des marchés britannique propose que les segments premium et standard actuels du LSEG soient fusionnés en un seul segment, appelé "UK Listing". Toutes les sociétés cotées devraient se conformer à une norme minimale d'obligations permanentes, notamment le *sponsoring* (utilisation d'entreprises de conseil pour les entreprises cotées et agréées par la FCA). Les entreprises pourraient ensuite choisir d'adhérer à un autre ensemble d'obligations en fonction de leur secteur. La consultation se terminera le 26 juillet prochain.

Le gouvernement lance une [consultation](#) sur la gestion des risques de faillite des entreprises d'actifs de règlement numériques présentant un caractère systémique (DSA) – Elle propose l'application à ces entreprises d'un régime d'administration spéciale des infrastructures de marché financier (FMI SAR) modifié et visant à traiter les situations d'insolvabilité. Le gouvernement veut notamment introduire un objectif supplémentaire obligeant ces entreprises à couvrir les transferts entre crypto-actifs, et s'opérant sans passage par la monnaie fiduciaire. La proposition prévoit que la Banque d'Angleterre sera le régulateur principal, mais qu'elle aura l'obligation de consulter la

FCA. La consultation se termine le 2 août 2022.

Une [enquête](#) menée par EY et Innovate Finance révèle que plus des trois quarts des femmes (76%) pensent que leur organisation FinTech est inclusive et que plus de la moitié pensent qu'elle est diversifiée – Le rapport met également en évidence les obstacles à surmonter pour parvenir à l'égalité à tous les niveaux. Ceux-ci comprennent l'inégalité entre les sexes dans l'accès aux levées de fonds et aux financements par emprunt, la création d'environnements de travail plus inclusifs, grâce à l'amélioration des politiques de travail flexible, à la révision des processus d'évaluation et de rémunération, à la réévaluation de la gestion des talents et du recrutement, et à la mise en œuvre de solides processus de mesure et de rapportage. Le rapport recommande également de viser directement les enfants scolarisés afin de les sensibiliser à ces questions.

2 Banques et assurances

La BoE publie un [papier de recherche](#) sur les expositions du système bancaire britannique – Les auteurs se sont intéressés à environ 90% des actifs totaux sur la période allant de 2018 à fin 2021. Ils se sont concentrés sur les risques liés à la concentration et à l'interconnexion. Les résultats de cette recherche tendent à montrer que le secteur bancaire britannique est trop concentré et interconnecté. Leurs résultats soulignent que le renforcement de la corrélation dans les défauts de paiement des contreparties conduit à une probabilité plus élevée de connaître des groupes de défauts par pays et par secteur, ce qui augmente la gravité des événements extrêmes.

3 Audit

Le gouvernement britannique publie sa réponse à la [consultation](#) sur la réforme de l'audit – L'objectif de ce projet de réforme est de corriger les failles ayant pu amener à des manquements dans l'audit de certaines entreprises mais également d'augmenter la concurrence dans le secteur. Le *Financial Reporting Council* (FRC) sera remplacé par un nouveau régulateur - l'*Audit, Reporting and Governance Authority* (ARGA) - doté de nouveaux pouvoirs (sanctions et enquêtes) et financé par une taxe sur l'industrie. Les réglementations supplémentaires – davantage de transparence et des plans de préventions contre la fraude – concerneront les entreprises cotées en bourse et celles non cotées comptant plus de 750 employés et réalisant un chiffre d'affaires annuel de plus de 750M£ soit 600 entreprises britanniques, diminuant l'ambition initiale qui était d'inclure environ 4000 entreprises. Les sanctions pénales envisagées pour les directeurs des grandes entreprises qui ne respecteraient pas leurs obligations ont été abandonnées pour laisser la place à des sanctions pécuniaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud
Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr